CONVOCAATION	16/09/2025
PUBLICATION sur le site internet de la commune	30/09/2025
EN EXERCICE	13
PRESENTS	12
VOTANTS	12

PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 SEPTEMBRE 2025

Le conseil municipal de Regnéville-sur-mer s'est réuni le 23 septembre 2025 à 18 heures dans la salle des mariages sous la présidence de Monsieur SALVI Martial, Maire.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 1^{er} juillet 2025.
2. Avis sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) arrêté lors du conseil communautaire du 25 juin 2025.
3. Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif (RPQS) de l'année 2024.
4. Création d'un poste de rédacteur territorial à temps complet.
5. Création d'un poste d'adjoint administratif territorial à temps non complet (17h30/35h).
6. Création d'un emploi non permanent pour faire face à un accroissement temporaire d'activité (17h30/35h).
7. Approbation du projet d'enfouissement des câbles haute et basse tension.
8. Participation financière au transport scolaire des élèves de maternelle et primaire pour l'année scolaire 2025-2026.
9. Contrat de prestation de conciergerie : avenant de prorogation n°5.
10. Budget communal : décision modificative n°2
11. Divers.

Etaient présents :

M. MOUSSAFIR Gilles, Mme NAVARRE Josiane, MM CAPDEVILLE Fabien, BIJAULT Philippe, HARDY Sylvain, MARGUERIE Thierry, COSTANTIN Fanch, Mme COULON Francine, M. SMEWING Michael, Mme REMY Armande, M. MALHERBE Bernard.

Absente excusée :

Mme AOUATE Esther

M. le Maire ouvre la séance à 18 heures et procède à l'appel nominatif de chaque conseiller.

M. Bernard MALHERBE est désigné secrétaire de séance.

M. le Maire demande ensuite la désignation de deux scrutateurs : Mme REMY et M. SMEWING se proposent, ce qui est approuvé à l'unanimité par le conseil municipal.

1 – APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1^{ER} JUILLET 2025

M. le Maire demande aux conseillers s'ils ont des remarques à émettre.

Le conseil municipal, **par 12 voix pour**, approuve le procès-verbal du conseil municipal du 1^{er} juillet 2025.

2 – AVIS SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUi) ARRETE LORS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 25 JUIN 2025

Suite à la réunion de la commission d'urbanisme du 17 septembre, commission élargie aux membres du conseil municipal, M. le Maire informe qu'il propose de voter un avis défavorable du fait d'une concertation insuffisante avant l'arrêt du PLUi et d'une remise en cause de la méthodologie d'élaboration de l'armature territoriale. La commune s'estime lésée sur l'enveloppe foncière qui lui a été allouée en extension du bâti existant, ce qui anéantit totalement les projets de vie de nos administrés.

Tout d'abord, M. MOUSSAFIR attire l'attention sur les conséquences d'un vote négatif du conseil municipal : cela va retarder l'adoption du PLUi mais va néanmoins permettre un nouvel arrêt du projet et donc un nouveau temps de concertation.

M. MOUSSAFIR revient sur la concertation jugée insuffisante : le PLUi a été arrêté le 25 juin par le conseil communautaire alors que les plans définitifs n'ont été transmis que le lendemain, après l'arrêt du PLUi. Il est impensable d'aboutir à un document finalisé dans cette précipitation, ne laissant aucun temps pour corriger certaines erreurs manifestes ou signaler des incohérences.

Sur la méthodologie d'élaboration du PLUi, il s'avère que les règles retenues n'ont jamais été débattues par les conseils municipaux. Il dénonce un total manque de transparence dans l'élaboration de l'armature territoriale, en particulier l'existence de deux pôles (Montmartin et Hauteville) dans un périmètre aussi restreint. La commission d'urbanisme a considéré que ce n'était pas équitable pour notre commune.

D'autant plus que, dans la répartition de production de logements, les pôles ont droit à 55 % et les communes rurales seulement à 20 %. Il s'avère que ceux qui ont le plus construit conservent des droits supérieurs à ceux qui n'ont pas construit, ou peu construit ces dernières années, et qui se retrouvent en finalité avec peu de foncier mobilisable. Le risque pour notre commune, *"c'est que Regnéville se transforme en maison de retraite à ciel ouvert."*

La situation est d'autant plus préjudiciable que la loi avait assuré une enveloppe foncière minimum d'un hectare par commune et qu'elle n'est que de 0,7 ha pour Regnéville. De ce fait, 5 projets majeurs ne peuvent aboutir, anéantissant ainsi les projets de vie de nos administrés (*voir détail des parcelles concernées plus bas dans la délibération*). Il ne serait pas aberrant de disposer d'une enveloppe foncière de 1,5 ha. Parallèlement à ceci, le projet d'un quatre voies Saint-Lô-Coutances mobilise beaucoup d'hectares. M. MOUSSAFIR estime que ce n'est pas un demi-hectare de plus qui ferait la différence.

Autre souci, la carte des Espaces Proches du Rivage (EPR) ne correspond pas du tout à celle que nous avions auparavant. Sous l'ancien PLU, la majeure partie des terrains des Sablons, situés en zone basse et invisibles depuis l'estran, n'étaient pas classés en EPR. Il s'avère que l'un des critères d'identification des EPR, à savoir la co-visibilité terre-mer, n'a pas été respecté dans le PLUi, ce qui constitue une erreur manifeste d'appréciation. Cela aura pour conséquence une urbanisation plus restreinte et plus contrainte sur notre commune puisque les terrains situés dans les EPR doivent non seulement recueillir l'avis favorable de l'architecte des bâtiments de France mais aussi l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

De plus, M. MOUSSAFIR rappelle que la carte des zones humides était attendue depuis plusieurs années et a été produite sans concertation préalable. Il dénonce un non-aboutissement de cette carte et une absence de transparence, en particulier sur des zones humides, identifiées suite à des carottages, dont certaines ont, depuis, été contestées par des propriétaires.

Toutes ces constats ont pour conséquence d'affecter grandement les possibilités d'urbanisation de la commune. M. MOUSSAFIR précise que le conseil municipal ne peut remettre en cause le PLUi que pour des raisons propres à notre commune, ce qui apparaît légitime.

M. HARDY interroge s'il ne serait pas préférable d'émettre un avis favorable avec des réserves.

M. MOUSSAFIR lui répond que nous n'avons aucune garantie que les réserves émises seraient rectifiées. C'est pour toutes ces raisons qu'il est proposé au conseil municipal d'émettre un avis défavorable.

M. MALHERBE fait remarquer que le secteur de Montmartin et Hauteville compte 8 campings dont 7 se trouvent sur Montmartin. Il ne comprend pas pourquoi Hauteville a été retenu en tant que pôle.

M. MOUSSAFIR en convient.

Sur interrogation de M. CAPDEVILLE, il est rappelé que les dents creuses ne sont pas décomptées du foncier alloué en extension du bâti existant. Et fort heureusement sinon la commune n'aurait rien eu en enveloppe foncière en extension du bâti existant.

M. MOUSSAFIR tient à préciser qu'il ne remet pas en cause la qualité de travail de l'équipe PLUi de la communauté de communes qui est prise "*entre le marteau et l'enclume*". Il souligne le travail impressionnant des techniciens. M. le Maire le confirme.

M. le Maire informe que d'autres communes ont déjà voté contre. Il rappelle qu'un seul avis défavorable rend obligatoire un nouvel arrêt du projet et une nouvelle consultation des personnes publiques associées (PPA) mais cela permettra d'apporter des modifications au projet. Cela va bien sûr décaler le calendrier d'approbation du PLUi. Il demande au conseil municipal de passer au vote.

Suit la délibération :

Le Conseil municipal de REGNEVILLE-SUR-MER, réuni en séance publique le 23 septembre 2025,

Par délibération en date du 22 mai 2019, le conseil communautaire de Coutances mer et bocage a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) à l'échelle des 48 communes du territoire. Ce document stratégique, qui vise à fixer les règles d'aménagement et de construction à l'échelle de la parcelle en cohérence avec le SRADDET et le SCoT Centre Manche Ouest, a pour ambition de porter le projet de territoire de Coutances mer et bocage dans le respect des évolutions législatives récentes.

Par délibération en date du 25 juin 2025, le Conseil communautaire a arrêté le projet de PLUi, marquant une étape décisive dans la procédure. Conformément à l'article R.153-5 du Code de l'urbanisme, les communes membres ont été saisies pour émettre un avis dans un délai de trois mois à compter de cette date.

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles **L.153-15** et **R.153-5** ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de Coutances mer et bocage prescrivant l'élaboration du PLUi de Coutances mer et bocage et en définissant les modalités de la concertation, en date du 22 mai 2019 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de Coutances mer et bocage actant le débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi, en date du 15 janvier 2025 ;

Vu la tenue de la conférence intercommunale des Maires qui s'est réunie le 20 mai 2025, pour échanger sur le projet de PLUi avant l'arrêt ;

VU la délibération du Conseil Communautaire de Coutances mer et bocage en date du 25 juin 2025 tirant le bilan de concertation et arrêtant l'élaboration du PLUi de Coutances mer et bocage ;

Considérant le projet de plan local d'urbanisme intercommunal présenté à l'assemblée délibérante,

Considérant que la commune dispose d'un délai de trois mois, soit jusqu'au 25 septembre 2025, pour émettre un avis sur le projet de PLUi, et que l'absence de réponse dans ce délai vaut avis favorable tacite;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 11 voix pour et 1 abstention, émet un avis défavorable au projet de PLUi arrêté, pour les motifs suivants :

Le conseil municipal constate les points suivants :

- **Concertation insuffisante avant l'arrêt du PLUi par délibération communautaire du 25/06/25.**
Les dossiers papier **définitifs** (plans et règlement écrit) ont été remis aux **communes le 26 juin 2025, après l'arrêt du PLUi** au conseil communautaire du 25 juin.
De même, les versions numériques n'ont été transmises qu'après l'arrêt du projet. Cette transmission tardive ne permet pas la correction d'erreurs manifestes.
Entre outre, la carte des prescriptions sur laquelle figurent les espaces proches du rivage (EPR) n'a pas été transmise à la commune avant l'arrêt du projet PJ n°1
- **Méthodologie d'élaboration de l'armature territoriale impropre PJ n°2.** M. le Maire considère que les ateliers PLUi ne devaient pas permettre d'arrêter des choix définitifs, s'en est ému, et ajoute que les règles retenues dans la méthodologie d'élaboration du PLUi n'ont jamais été débattues par les conseils municipaux. Ce qui ne constituait au départ que des pistes de réflexion a été entériné, en amont, comme des décisions officielles de règles du PLUi, ce qui détonne avec le procédé collaboratif prévu par les textes.
- **Incohérence de la coexistence des deux pôles (Montmartin et Hauteville) au vu de leur proximité.** Selon l'armature territoriale, la répartition de la production de logements est la suivante : 25 % ville centre, 55 % pôles structurants et **seulement 20 % pour les communes rurales PJ n°3.** Deux pôles Montmartin et Hauteville, désignés « *pôles économiques secondaires à vocation artisanale à conforter* », ont été définis alors qu'un seul pôle aurait été justifié au vu de la démographie et des services proposés. Pour rappel, avant la création de la communauté de communes Coutances Mer et Bocage, c'était bien Montmartin qui était la communauté de communes référente pour Regnéville et seule la commune de Montmartin aurait dû être retenue en tant que pôle. Cette incohérence dans l'armature territoriale permet à ces 2 communes d'obtenir plus d'hectares en extension du bâti existant au détriment de Regnéville sur mer. Même si la sobriété foncière, imposée par la loi climat et résilience, réduit grandement la constructibilité, la commune s'estime lésée sur l'enveloppe foncière qui lui a été allouée en extension du bâti existant :
- **Frugalité inacceptable de l'enveloppe foncière.**
Cette incohérence pénalise la commune dans la répartition de l'enveloppe foncière, anéantit les projets de vie de nos administrés et ne permet pas l'inscription dans le PLUi de 5 projets de site en extension du bâti existant aux lieux suivants :
  - **Chemin du Pré de la Mare : parcelle ZI 248** d'une superficie d'environ 800 m² (projet de division de la parcelle)
  - **Clos de la Corderie : parcelle ZI 164** d'une superficie de 5 550 m²
  - **Rue Le Breuil : parcelle AK 283** d'une superficie de 3 848 m²
  - **Rue du Vaudredoux : parcelles ZI 352,353,354,355** d'une superficie de 3 216 m²
  - **Rue de la Trancardière, lieu-dit Le Haut du Hardremont : parcelle ZI 276** d'une superficie de 2 465 m²
(L'ensemble représentant environ 1,5 ha)

- **Inadaptation du zonage des espaces proches du rivage (EPR) sur le plan du règlement graphique des prescriptions.**

Les espaces proches du rivage (EPR) apparaissent aujourd'hui bien plus étendus que dans l'ancienne carte du PLU, notamment aux Sablons et au Moncès. Le SCOT définit les EPR selon trois critères : la distance au rivage, la co-visibilité terre/mer et les éléments séparant les terrains de la mer. Or, dans l'ancien PLU, la majeure partie des terrains des Sablons, situés en zone basse et invisibles depuis l'estran, n'étaient pas classés en EPR. Seul le sud-est du secteur, en hauteur, présentait un lien visuel avec la mer. De même, le Moncès n'était pas concerné. Aujourd'hui pourtant, la nouvelle cartographie inclut non seulement le secteur du Moncès, mais aussi sa future zone d'habitat, alors qu'il n'existe aucune co-visibilité.

Ce classement en EPR entraîne des contraintes fortes pour les projets de construction, qui doivent obtenir l'avis favorable de l'ABF et de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Le service instructeur a précisé que la délimitation des EPR relève du SCOT et qu'une éventuelle révision doit être sollicitée directement auprès de lui. Cela contredit l'information donnée par le service qui affirmait que le zonage NL restait l'indicateur principal des EPR, alors que la nouvelle délimitation va bien au-delà.

Enfin, il est à noter que la carte des prescriptions mentionnant les EPR ne nous a pas été communiquée avant l'arrêt du projet, ce qui contribue à rendre délicat, faute de temps, un vote éclairé.

- **Inadaptation du zonage des zones humides sur le plan du règlement graphique des prescriptions.**

Comme précisé ci-dessus, la carte des prescriptions sur laquelle figurent également les zones humides n'a pas été transmise à la commune avant l'arrêt du projet. Depuis, nous avons été destinataires de plusieurs réclamations d'administrés, également transmises sur votre adresse mail dédiée au PLUi, en particulier sur des zones humides identifiées suite à des carottages. Même souci que pour les EPR, la commune dénonce un temps de concertation insuffisant, ne permettant pas un vote éclairé.

En conséquence, le conseil municipal :

- **S'oppose fermement au classement en zone non constructible de la parcelle ZI 248, chemin du Pré de la Mare et demande que cette parcelle, identifiée au plan de zonage en ALr, soit reclassée en zone constructible UAL.** A partir du moment où le SCOT a considéré que le secteur entre la Miellette et la Trancardière était bien situé en agglomération, c'est une aberration de ne pouvoir construire une maison d'habitation sur la parcelle ZI 248 afin de permettre au fils d'un agriculteur de pouvoir exploiter la ferme de son père située sur notre commune. De plus, tous les réseaux sont présents, y compris l'assainissement collectif. La parcelle étant très étendue, une déclaration préalable de division de parcelle devrait être prochainement déposée en mairie afin de rendre constructible une superficie d'environ 700-800 m² **et est informé par ailleurs de la réclamation relative aux zones humides sur la parcelle ZI 248.** Le relevé de zones humides figurant sur la carte PLUi des prescriptions est contesté par le propriétaire. En fait, cela ne concernerait qu'une toute petite partie de la parcelle ZI 248 (partie est).

- **S'oppose fermement au classement en zone non constructible de la parcelle AK 283, située rue Le Breuil, et demande que cette parcelle, identifiée au plan de zonage en NL, soit bien considérée en tant que dent creuse et, par conséquent, soit reclassée en zone constructible UAL.** Cette demande est motivée du fait qu'il n'existe pas d'article du code de l'urbanisme qui précise une distance de plus de 50 m pour identifier une dent creuse et cette règle retenue dans la méthodologie d'élaboration du PLUi pourrait bien être considérée comme une erreur manifeste d'appréciation qui ne tiendrait pas en cas de recours contentieux. Ceci, d'autant plus que la parcelle AK 283 a toujours auparavant été classée en zone constructible, aussi bien sous le POS que sous le PLU (constructible sous réserve du respect des OAP).
- **S'oppose fermement au classement en zone non constructible de la parcelle ZI 164, située clos de la Corderie, identifiée au plan de zonage en ALr, sur laquelle un permis d'aménager de 8 parcelles avait été délivré en janvier 2023.** Ce permis a été annulé par le Tribunal Administratif mais fait actuellement l'objet d'un appel. Ce permis ne sera valide qu'à la double condition que l'appel au Tribunal Administratif connaisse une issue favorable et que le début effectif des travaux intervienne avant l'approbation du PLUi. Si ces conditions ne sont pas réunies, la parcelle ZI 164 ne sera plus constructible sauf si possibilité d'intégration en extension de l'urbanisation.
- **S'oppose fermement au classement en zone non constructible des parcelles ZI 352, ZI 353, ZI 354, ZI 355, situées rue du Vaudredoux à l'entrée du bourg, parcelles identifiées au plan de zonage en ALr et demande le reclassement en zone constructible UAL.** Plusieurs permis avaient été déposés et avaient malheureusement été refusés par l'architecte des bâtiments de France pour non-intégration dans l'environnement. De plus, à la suite de carottages, ce secteur serait concerné par les zones humides mais une étude plus approfondie des sols permettrait certainement de dégager des emplacements constructibles.
- **S'oppose fermement au classement en zone non constructible de la parcelle ZI 276, située rue de la Trancardière, lieu-dit Le Haut du Hardremont, parcelle identifiée au plan de zonage en ALr et demande le reclassement en zone constructible UAL.** Suite au refus d'un certificat d'urbanisme, ce dossier fait actuellement l'objet d'un contentieux auprès du Tribunal Administratif.
- **Demande le classement du village de Grimouville en UAL.** Le village de Grimouville a été, à tort, classé en zone **UDa** dans le plan de zonage actuel. Or, ce zonage correspond aux petits villages situés dans des communes non littorales, ce qui ne reflète pas la réalité de Grimouville, intégré à une commune littorale et présentant une structuration plus affirmée. Un classement en **zone UAL** serait plus cohérent et plus adapté aux caractéristiques du village. En effet, ce zonage offre des règles d'urbanisme mieux proportionnées à son contexte, notamment en matière d'emprise au sol : alors qu'en zone UD celle-ci est limitée à 50 % de la surface de l'unité foncière, en zone UAL aucune règle stricte n'est imposée, ce qui laisse davantage de souplesse pour l'évolution du bâti tout en respectant l'harmonie du tissu villageois.

- **Demande que la parcelle ZE 3, située 1 B chemin du Moncès, identifiée au plan de zonage en UAL, soit entièrement constructible.** En effet, lors du découpage informatique, la partie basse de la parcelle a été oubliée et doit être incluse en zone constructible.
- **Soutient la demande de changement de destination du bâtiment situé route de la Croix de fer sur la parcelle ZD 23, identifiée au plan de zonage en ALr.** Une demande de certificat d'urbanisme opérationnel (CU b) va être prochainement déposée en mairie. Mais si ce certificat d'urbanisme devait être refusé sous le RNU, la commune demande de bien vouloir étudier la possibilité d'inscrire ce bâtiment pour un changement de destination.
- **Demande une meilleure lisibilité de la carte de zonage :** zonages à noter en plus gros et à rappeler à divers endroits, ainsi qu'un meilleur contraste des couleurs, en particulier entre les zonages AL et ALr .
- **Demande une réglementation écrite des carrières.** Dans le document « REGLEMENT ECRIT » du PLUi, il y a absence de réglementation des carrières.
- **Demande une réglementation écrite du zonage ALr (Espaces remarquables du littoral à dominante agricole).** Dans le document « REGLEMENT ECRIT » du PLUi, il y a absence de réglementation du zonage ALr.

Enfin, le conseil municipal demande la correction des erreurs matérielles suivantes :

- **Demande de remplacer « La Forge » par « Manoir de Grimouville » sur l'inventaire des bâtiments susceptibles de changer de destination,** le lieu est erroné pour la parcelle ZC 308.
- **Demande de matérialiser S 53 en espaces boisés (et non pas en carrière) sur le plan du règlement graphique des prescriptions.** Par contre, cela est bien répertorié dans le tableau.
- **Demande une correction de l'entête de page de la zone naturelle du règlement écrit pour les pages 160 à 183.** Il convient de remplacer les dispositions applicables à la « zone A » par la « zone N ».
- **Demande de supprimer l'identifiant 794 sur le plan patrimoine :** c'est un doublon avec l'identifiant 30 « salle des mariages », la salle des mariages qui est aussi l'ancienne mairie.
- **Demande de supprimer l'identifiant 29 sur le plan patrimoine** qui est noté à tort « mairie de Regnéville » alors que la mairie de Regnéville est déjà répertoriée à l'identifiant 793.
- **Demande de changer l'intitulé « zonage » par « prescriptions » sur le plan du règlement graphique des prescriptions.**

3 – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D’ASSAINISSEMENT COLLECTIF (RPQS) DE L’ANNEE 2024

Mme NAVARRE, Adjointe en charge des travaux, présente le rapport annuel de l’année 2024.

Le nombre d’abonnés a quelque peu diminué puisque nous sommes passés de 615 abonnés en 2023 à 612 abonnés en 2024. Néanmoins, il est à noter une hausse de la consommation de plus de 7%.

Le prix TTC du mètre cube de 2,81 € n’a pas bougé depuis 2019. Par contre, il va baisser de 2,81 € à 2,655€, à partir de 2025, ceci du fait de la mise en place de la taxe de performance du système d’assainissement, taxe qui remplace la redevance de modernisation des réseaux de collecte.

Les recettes ont quelque peu baissé car il y a eu moins de taxes de raccordement perçues en 2024.

Enfin, les rejets, tous comme les prélèvements effectués, sont conformes à la législation.

Le rapport annuel est un document informatif qui émane de la SATESE.

Le RPQS 2024 sera publié sur la plateforme de l’observatoire des services d’eau et d’assainissement.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **par 12 voix pour**, approuve le rapport annuel de l’assainissement collectif de l’année 2024 qui sera joint à la délibération.

4 – CREATION D’UN POSTE DE REDACTEUR TERRITORIAL A TEMPS COMPLET

M. le Maire informe que Mme Laurence LAGARDERE bénéficie d’une promotion interne au grade de rédacteur territorial et qu’il convient de créer le poste. Il propose de créer le poste au 1^{er} janvier 2026.

Suit la délibération :

Le Maire rappelle au conseil municipal que, conformément à l’article L.313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l’organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l’effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L313-1 et L332-8,

Vu le tableau des emplois,

Vu l’exposé de Monsieur le Maire,

Considérant la nécessité de créer un emploi de rédacteur territorial à temps complet, un agent ayant été inscrit sur la liste d’aptitude d’accès au grade de rédacteur, au titre de la promotion interne, à compter du 1^{er} juillet 2025,

Considérant que l’agent donne toute satisfaction dans son travail,

Le Maire propose au conseil municipal la création d’un poste de rédacteur territorial à temps complet à compter du 1^{er} janvier 2026.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **par 12 voix pour**, décide la création d’un poste de rédacteur territorial à temps complet à compter du 1^{er} janvier 2026. Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l’exercice 2026.

Les formalités requises seront effectuées : déclaration de création d’un poste de rédacteur territorial à temps complet auprès du centre de gestion et saisine du Comité Social Territorial (CST) pour supprimer l’ancien poste d’adjoint administratif principal de 1^{ère} classe.

5 – CREATION D’UN POSTE D’ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL A TEMPS NON COMPLET (17H30/35H)

M. le Maire informe que, du fait du départ en retraite de Mme Catherine LEFRANC, il y a nécessité de restructurer les services. Mme Annabelle MARIETTE travaillera dorénavant à temps complet à la mairie pour seconder Laurence LAGARDERE qui va passer secrétaire générale de mairie.

Il convient donc de créer un poste d’adjoint administratif à temps non complet (17h30/35h) pour l’agence postale communale. M. le Maire précise qu’il vient juste de retenir la candidature d’une personne pour ce poste.

Suit la délibération :

Le Maire rappelle au conseil municipal que, conformément à l’article L.313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l’organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l’effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L313-1 et L332-8,

Vu le tableau des emplois,

Vu l’exposé de Monsieur le Maire,

Considérant la restructuration des effectifs du fait du départ à la retraite de la secrétaire générale de mairie,

Considérant la nécessité de créer un emploi d’adjoint administratif territorial à temps non complet (17h30/35h) afin d’assurer une permanence à l’agence postale communale,

Le Maire propose au conseil municipal la création d’un poste d’adjoint administratif territorial à temps non complet (17h30/35h) à compter du 1^{er} novembre 2025.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **par 12 voix pour**, décide la création d’un poste d’adjoint administratif territorial à temps non complet (17h30/35h) à compter du 1^{er} novembre 2025. Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l’exercice 2025.

Les formalités requises seront effectuées : déclaration de création d’un poste d’adjoint administratif territorial à temps non complet (17h30/35h) auprès du centre de gestion.

6– CREATION D’UN EMPLOI NON PERMANENT POUR FAIRE FACE A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D’ACTIVITE

M. le Maire informe qu’en raison d’un délai de publicité obligatoire d’un mois auprès de la Préfecture avant la création du poste d’adjoint administratif, il est nécessaire de créer un emploi non permanent pour le mois d’octobre 2025 afin de faire la jonction avec le nouveau contrat, la personne étant recrutée au 1^{er} octobre 2025.

Suit la délibération :

Le Maire rappelle au conseil municipal que, conformément à l’article L.313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l’organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l’effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Vu le tableau des emplois,

Considérant qu’en raison d’un délai de publicité obligatoire d’un mois auprès de la Préfecture avant la création du poste d’adjoint administratif, il est nécessaire de créer un emploi non permanent d’adjoint administratif à temps non complet (17h30/35h) pour le mois d’octobre 2025,

Le Maire propose au conseil municipal la création d'un emploi temporaire d'adjoint administratif à temps non complet (17h30/35h) pour assurer l'accueil et les tâches administratives relatives aux missions d'un agent postal communal du 1^{er} au 31 octobre 2025,

L'agent non titulaire sera rémunéré par référence à la grille indiciaire afférente au grade d'adjoint administratif.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **par 12 voix pour**, décide la création d'un emploi non permanent d'adjoint administratif à temps non complet (17h30/35h) pour assurer l'accueil et les tâches administratives relatives aux missions d'un agent postal communal durant le mois d'octobre 2025.

7- APPROBATION DU PROJET D'ENFOUISSEMENT DES CABLES HAUTE ET BASSE TENSION

Suite à la tempête CIARAN du 1^{er} novembre 2023, M. le Maire informe qu'ENEDIS forme le projet de procéder à l'enfouissement des câbles haute et basse tension sur la commune afin de sécuriser les lignes électriques et prévenir d'éventuelles coupures de courant, en particulier lors de futures tempêtes.

Lors du dernier conseil municipal, il avait été demandé à ENEDIS de nous fournir un plan d'ensemble faisant figurer le tracé des câbles qui seront enterrés. Ce plan a été transmis aux conseillers.

Conformément à notre demande, le poste de distribution publique à Grimouville derrière la mairie a été déplacé au fond de la parcelle AD 329 et une convention de servitude a été ajoutée sur cette même parcelle.

Six conventions avec ENEDIS sont proposées à l'approbation du conseil municipal :

- Une convention de mise à disposition pour l'implantation d'un poste de distribution publique à Grimouville derrière la mairie (parcelle AD 329).
- Cinq conventions de servitude : l'une derrière la mairie (parcelle AD 329), l'une sur la place de l'église de Grimouville (parcelles AD 183 et AD 184), l'une à Urville sur le terrain de la salle de l'effort (parcelle ZC 350), l'une au lieu-dit « Les Croutes » sur le chemin d'exploitation n°35 (parcelle ZI 22), la dernière sur le chemin rural n°14.

Mme NAVARRE précise qu'ENEDIS a ciblé les zones principales touchées par la tempête.

M. MALHERBE fait part qu'ENEDIS, le plus souvent, effectue les travaux en bord de route afin de ne pas trop endommager l'enrobé des routes.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **par 12 voix pour** :

- Approuve les projets d'enfouissement des câbles haute et basse tension sur la commune aux lieux cités ci-dessus.
- Autorise le Maire à signer avec ENEDIS une convention de mise à disposition pour l'implantation d'un poste de distribution publique à Grimouville (parcelle AD 329).
- Autorise le Maire à signer avec ENEDIS cinq conventions de servitude : l'une derrière la mairie (parcelle AD 329), l'une sur la place de l'église de Grimouville (parcelles AD 183 et AD 184), l'une à Urville sur le terrain de la salle de l'effort (parcelle ZC 350), l'une au lieu-dit « Les Croutes » sur le chemin d'exploitation n°35 (parcelle ZI 22), la dernière sur le chemin rural n°14, ainsi que tout document s'y rapportant.

Les conventions prendront effet à partir de la date de signature la plus tardive par les parties.

D'autre part, le conseil municipal demande à ENEDIS de prévoir également l'enfouissement des câbles haute et basse tension aux lieux suivants : chemin du Grand Courtil, route du Prey et route d'Inceville.

8 – PARTICIPATION FINANCIERE AU TRANSPORT SCOLAIRE DES ELEVES DE MATERNELLE ET PRIMAIRE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2025-2026

M. le Maire rappelle que, par délibération du 9 juillet 2024, la commune a pris en charge l'abonnement annuel du transport scolaire des élèves de maternelle et primaire domiciliés sur notre commune pour l'année scolaire 2024-2025, du fait du désengagement de la communauté de communes, ce qui a représenté un coût de 1105 € pour la commune.

Après renseignement pris auprès du Conseil Régional, 12 enfants de la commune (maternelle et primaire) sont inscrits au transport scolaire pour l'année scolaire 2025-2026.

Le coût par enfant étant de 70 € par an, cela représenterait un estimatif de 840 €.

M. le Maire précise que les parents devront dans un premier temps payer leur abonnement puis, dans un second temps, fournir à la mairie le justificatif de règlement du transport scolaire et un RIB.

M. le Maire propose un remboursement intégral cette année sous réserve que l'effort financier de la commune engage les parents qui inscrivent leurs enfants à utiliser le transport scolaire.

Suit la délibération :

M. le Maire propose aux conseillers de prendre en charge intégralement les frais de transport scolaire des enfants résidant sur notre commune et fréquentant l'école maternelle de Hauteville-sur-mer ou l'école primaire de Montmartin-sur-mer pour l'année scolaire 2025-2026.

En effet, la communauté de communes, Coutances mer et Bocage, ne prend plus en charge l'abonnement annuel des transports scolaires depuis la rentrée scolaire 2023-2024.

M. le Maire précise que les parents devront dans un premier temps payer leur abonnement puis, dans un second temps, fournir à la mairie le justificatif de règlement du transport scolaire et un RIB.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **par 12 voix pour :**

- APPROUVE le principe de rembourser intégralement le montant déboursé par la famille pour utiliser le service, le tarif annuel s'élevant à 70 € par enfant pour l'année scolaire 2025-2026.
La commune ne prendra pas en charge la majoration de 20 € s'appliquant à toute réservation effectuée après le 31/07/2025.
- PRECISE que l'âge de début de prise en charge du fait de l'obligation légale de scolarité est fixé à l'âge de 3 ans.
- PRECISE que le remboursement de la commune aux parents s'effectue **de septembre à décembre 2025 sur présentation du justificatif de règlement du transport scolaire, d'un justificatif de domicile et d'un RIB.**
- PRECISE que la prise en charge des frais de transport scolaire n'est applicable qu'aux enfants domiciliés sur notre commune et fréquentant l'école maternelle d'Hauteville-sur-mer ou l'école primaire de Montmartin-sur-mer.
- **L'effort financier de la commune engage les parents qui inscrivent leurs enfants à utiliser le transport scolaire.**

9- CONTRAT DE PRESTATION DE CONCIERGERIE : AVENANT DE PROROGATION N°5

M. le Maire informe que le contrat de prestation de conciergerie s'achève au 31 décembre 2025.

M. le Maire rappelle le tarif de location de 90 € la nuit avec obligation de location de 2 nuits minimum.

Il demande au conseil de l'autoriser à signer un avenant de prorogation du 01/01/2026 au 31/12/2026.

Le bilan de fonctionnement s'avère positif, bénéfice net de 7082 € sur l'année 2024. Cela reste abordable pour les familles, 90 € la nuit pour 6 couchages.

De plus, Mme TAROT nous demande de repasser sous l'entité de Conciergerie'Line, en statut auto-entrepreneur (SIRET N°88099130200014) domiciliée 745 rue de l'Amiral 50200 TOURVILLE-SUR-SIENNE, comme auparavant, car elle ferme la société Lil and Events.

Sur interrogation de M. MOUSSAFIR, Mme NAVARRE confirme que Mme TAROT dispose bien d'autres contrats de conciergerie.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **par 12 voix pour** :

- autorise le Maire à signer un avenant de prorogation du contrat de prestation de conciergerie avec Conciergerie'Line, représentée par Mme TAROT Aline, auto-entrepreneur, pour la location saisonnière située au 12 rue du port, du 01/01/2026 au 31/12/2026, avenant qui sera joint à la présente délibération.

10- BUDGET COMMUNAL : DECISION MODIFICATIVE N°2

Suite au rejet de la trésorerie de la décision modificative n°1 portant sur l'intégration des résultats de l'AFR (Association Foncière de Remembrement) dans le budget communal, il convient de prendre une nouvelle décision modificative, suite à une erreur de leur part.

BUDGET COMMUNAL REGNEVILLE		
	DEBIT	CREDIT
001	-0,01	
021		-0,01
023	-0,01	
002		20,11
615221	20,12	

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **par 12 voix pour**, autorise le Maire à effectuer les virements de crédit notés ci-dessus.

11- DIVERS

Information relative à la réforme du mode de scrutin des élections municipales dans les communes de moins de 1000 habitants

M. le Maire informe que les élections municipales auront lieu les 15 et 22 mars 2026.

Il fait part de la réforme qui instaure un **scrutin de liste paritaire proportionnel** dans les communes de moins de 1000 habitants qui s'appliquera dès les élections municipales de mars 2026.

C'est la fin du scrutin plurinominal majoritaire avec possibilité de panachage qui s'appliquait jusqu'ici aux communes de moins de 1000 habitants. En clair, **il sera formellement interdit de rayer des noms ou d'en rajouter sinon le bulletin de vote sera considéré comme nul.**

De plus, pour tenir compte des difficultés à composer des listes paritaires dans les petites communes, les listes seront réputées complètes si elles comptent jusqu'à deux candidats de moins que l'effectif prévu du conseil municipal.

Donc pour Regnéville qui doit compter 15 conseillers municipaux, la liste sera réputée complète si elle ne comporte que 13 conseillers municipaux et si la parité est bien respectée, soit 7 hommes et 7 femmes, la tête de liste n'entrant pas dans le décompte.

M. MALHERBE fait part que cette loi est très éloignée des possibilités des petites communes qui vont rencontrer bien des difficultés à composer leurs listes avec ces nouvelles exigences.

M. le Maire informe que, selon les informations dont il dispose à ce jour, les candidatures devront être déposées en Préfecture au plus tard le 9 février 2026.

Conteneurs poubelle route de la Mare

M. le Maire rappelle qu'il a transmis aux conseillers 2 mails de réclamation de M. Jacky BESNARD qui, suite à la mise en place temporaire de conteneurs à l'angle du chemin de la ligne et de la route de la Mare, informe de nombreuses incivilités des usagers : dépôts sauvages en dehors des containers, électroménager, cartons, bouteilles... Certains n'utilisent même plus de sacs et les ordures et emballages sont en vrac dans les conteneurs, sans tri préalable ....

De plus, ces conteneurs ont été placés sur le sentier découverte qui est très fréquenté.

M. le Maire ajoute que ces soucis d'incivilités sont récurrents actuellement sur le territoire.

Cet été, le camion de collecte a refusé d'aller jusqu'à la Mare car le stationnement de voitures sur l'emplacement réservé ne lui permettait pas de faire demi-tour.

M. HARDY précise qu'il convient d'interdire également le stationnement le long du mur car cela empêche le chauffeur de faire demi-tour. Il déplore que les gens mettent n'importe quoi dans les conteneurs, sans tri sélectif préalable.

M. MALHERBE rappelle que cet emplacement avait été acquis et aménagé sous l'ancien mandat municipal et a toujours fonctionné jusqu'ici. Les riverains souhaitent la collecte en porte à porte.

M. MOUSSAFIR précise que ces difficultés interviennent uniquement en période estivale. Il suggère de refaire un arrêté et de motiver l'interdiction durant la saison estivale et les vacances scolaires. Il réitère que cela a toujours fonctionné par le passé.

M. le Maire conclut qu'il va prendre un nouvel arrêté motivé, interdisant également le stationnement le long du mur avec une signalétique adéquate. Il ajoute qu'il va demander à la CMB de retirer les conteneurs route de la Mare qui n'étaient mis à disposition que temporairement.

La séance est levée à 19 h 30.

Procès-verbal approuvé par le Maire et le secrétaire de séance.

**Le Maire,
Martial SALVI**

**Le secrétaire de séance,
Bernard MALHERBE**